*Modèle publié sur Internet:*

***www.bj.admin.ch/bj/fr/home/sicherheit/rechtshilfe/strafsachen/auslieferung.html***

*En-tête de l’autorité qui procède à l’audition*

|  |  |
| --- | --- |
| **Audition de la personne poursuivie concernant la demande formelle d’extradition selon les art. 52 et ss EIMP (en relation avec les art. 6, 16, 17, 18 et 21 OEIMP)** | |
| **Lieu de l’audition:** |  |
| **Date/Début (heure):** |  |
| **Personne procédant à l’audition:** |  |
| **Greffier(?):** |  |
| **Représentant légal:** | *Remarque: Le représentant légal sera présent uniquement si les circonstances le permettent et sur demande explicite de la personne poursuivie; sa participation ne doit pas entraîner un report trop important l’audition* |
| **Interprète:** | *Remarque: Participation si nécessaire (à déterminer préalablement); application par analogie de l’art. 68 CPP* |
| **Personne poursuivie:**  **Nom(s), Prénom(s):** |  |
| **Date et lieu de**  **naissance:**   |  |  | | --- | --- | | **Sexe:** |  | |  |
| **Nationalité:** |  |
| **Parents:** |  |
|  | |

1. **Comprenez-vous la langue française? Cette audition peut-elle être poursuivie en français? Pouvez-vous suivre la discussion (comprenez-vous le but/sens de cette audition)?**

*Possibilité de réponse: Oui, je comprends la langue française et suis d’accord que l’audition ait lieu dans cette langue. Je peux suivre la discussion (je comprends le but/sens de cette audition).*

Uniquement si la présence d’un interprète s’impose: **Avez-vous pris connaissance du fait qu’un interprète** (indiquer la langue) **assiste à l’audition? Ce dernier est rappelé à son devoir professionnel de traduire fidèlement. Acceptez-vous la présence de cette personne? Pouvez-vous suivre la discussion (comprenez-vous le but/sens de cette audition)?**

*Possibilité de réponse: Oui, j’en prends connaissance et suis d’accord avec cette façon de procéder. Je peux suivre la discussion (je comprends le but/sens de cette audition).*

1. **Vous faites l’objet d’une demande d’extradition de** (Etat) **du** (date). **Selon cette demande, les faits suivants vous sont reprochés** (résumé des faits / rappeler la concordance avec les faits déjà énoncés lors d’une audition antérieure). **Une copie de la demande d’extradition vous est remise, y compris les annexes** (ainsi que l’exposé de la procédure d’extradition suisse dans la langue requise, sauf si ce document a déjà été remis précédemment)**.**

*Possibilité de réponse: Je prends connaissance du fait que les autorités de (Etat) requièrent mon extradition. Une copie de la demande d’extradition y compris des annexes m’a été remise (au besoin: ainsi que l’exposé de la procédure d’extradition suisse).*

1. **Etes-vous la personne visée par la demande étrangère?**

*Possibilité de réponse: Oui, je suis la personne mentionnée / Non, je ne suis pas la personne mentionnée (le cas échéant informations relatives à l’orthographe correcte, à la date de naissance, etc.).*

1. Uniquement si cette question n’a pas déjà été précisée lors d’une audition antérieure: **Vous avez le droit de demander l’assistance d’un représentant légal qui sera chargé de la défense de vos intérêts dans le cadre de la procédure d’extradition (art. 21 al. 1 EIMP).**

***Remarque: Le cours de l’audition ne sera pas interrompu notamment lorsque, pour des raisons de temps, il n’a pas été possible de faire venir un représentant légal et même si la personne poursuivie ne souhaite plus s’exprimer sans défenseur.***

*Possibilité de réponse: J’en ai pris connaissance. Je renonce à la présence d’un représentant légal / L’avocat, Me (nom) est chargé de la défense de mes intérêts et m’assiste à la présente audition / Je souhaite faire usage de ce droit et demander ultérieurement l’assistance d’un représentant légal.*

1. Uniquement si cette question n’a pas déjà été précisée lors d’une audition antérieure: **Vous avez le droit de demander que la représentation consulaire de votre pays d’origine soit avertie de votre arrestation ainsi que de communiquer avec un membre de cette représentation (art. 16 OEIMP).**

*Possibilité de réponse: J’en ai pris connaissance. Je renonce à prendre contact avec la représentation de mon pays d’origine / Je m’adresserai par écrit à la représentation consulaire.*

1. Uniquement si cette question n’a pas déjà été précisée lors d’une audition antérieure: **Quelle est votre situation personnelle (nationalité, relations personnelles avec l’Etat requérant, problèmes de santé)?**

*Possibilité de réponse: Je suis ressortissant de (Etat / Etats). Mes rapports avec l’Etat requérant sont les suivants:*

*J’ai des problèmes de santé, (à savoir … ), et prends connaissance du fait que je peux m’adresser au médecin de la prison.*

1. Uniquement lorsque la détention extraditionnelle a été ordonnée après réception de la demande d’extradition: **Y a-t-il une personne qui doit** **impérativement être informée de votre arrestation?**

*Possibilité de réponse: Je souhaite que les personnes suivantes soient informées de mon arrestation et je le ferai par écrit:*

***Remarque: Dans le cadre de la présente audition la personne poursuivie peut, le cas échéant, être autorisée à faire des appels téléphoniques impérativement nécessaires. Ces entretiens seront surveillés - au besoin par l’interprète – et mentionnés dans le procès-verbal. Il n’est pas impérativement nécessaire de consulter l’OFJ.***

1. Uniquement lorsque la détention extraditionnelle a été ordonnée après réception de la demande d’extradition: **Elevez-vous des objections contre le mandat d’arrêt en vue d’extradition émis par l’OFJ?**

*Possibilité de réponse: Non / Oui, j’élève les objections suivantes contre le mandat d’arrêt en vue d’extradition:*

1. **Selon l’art. 54 EIMP, vous avez la possibilité de renoncer à la procédure d’extradition ordinaire et d’accepter par conséquent une extradition selon une forme simplifiée. Si tel est votre choix, l’OFJ peut immédiatement autoriser votre remise à l’Etat requérant. Vous pouvez révoquer votre consentement tant que l’OFJ n’a pas autorisé votre remise à l’Etat requérant.**

*Possibilité de réponse: J’ai compris le sens de cette disposition légale.*

1. **Le consentement à l’extradition simplifiée, est automatiquement lié au principe de la spécialité de l’art. 38 EIMP, sauf si vous renoncez expressément à l’application de ce principe dont voici l’énoncé:**
2. La personne poursuivie ne peut être extradée à l’Etat requérant qu’aux conditions suivantes:

a. aucun acte commis antérieurement à la remise et pour lequel l’extradition n’a pas été consentie ne peut donner lieu à poursuite, à condamnation ou à réextradition à un Etat tiers;

b. aucun autre motif antérieur à l’extradition ne peut entraîner une restriction de sa liberté individuelle;

2 Les restrictions prévues à l’al. 1, let. a et b, tombent:

1. si la personne poursuivie ou extradée y renonce expressément, ou
2. si la personne extradée:
3. après avoir été instruite des conséquences, n’a pas quitté le territoire de l’Etat requérant dans un délai de 45 jours après sa libération conditionnelle ou définitive, alors qu’elle en avait la possibilité, ou y est retournée, ou
4. y a été ramenée par un Etat tiers.

*Possibilité de réponse: J’ai compris le sens de cette disposition.*

1. **Renoncez-vous à la procédure d’extradition ordinaire en donnant votre consentement à une extradition simplifiée (art. 54 EIMP)? Ou élevez-vous des objections contre l’extradition?**

*Possibilité de réponse: Oui, je renonce à la procédure d’extradition ordinaire / Non, je demande que l’on poursuive la procédure ordinaire / Je m’oppose à l’extradition pour les motifs suivants:*

1. Uniquement lorsque la réponse à la question 11 est „oui“: **Renoncez-vous à l’application du principe de la spécialité selon l’art 38 EIMP?**

*Possibilité de réponse: Oui, je renonce à l’application du principe de la spécialité / Non, je demande l’application du principe de la spécialité.*

1. Uniquement lorsque la réponse à la question 11 est „oui“: **Avez-vous pris connaissance du fait que vous pouvez révoquer votre consentement à l’extradition simplifiée tant que l’OFJ n’a pas autorisé la remise (art. 6 OEIMP), sachant que cette remise peut être ordonnée immédiatement après la réception du présent procès-verbal? Etes-vous d’accord avec cette façon de procéder?**

*Possibilité de réponse: Je suis d’accord. Je demande à être extradé rapidement / Non, je souhaite prendre conseil et demande un délai de réflexion.*

1. Uniquement si un délai de réflexion a été demandé: **Avez-vous pris connaissance du fait qu’un délai de réflexion vous est accordé jusqu’au** (date / heure) **et que l’OFJ peut autoriser votre extradition tant que vous n’aurez pas révoqué votre consentement auprès de cet office?**

***Remarque: La durée du délai de réflexion ne doit pas dépasser trois jours ouvrables. Un délai plus long doit être convenu au préalable avec l’OFJ. Ou alors la personne poursuivie est informée que, pendant le délai fixé, elle peut demander une prolongation auprès de l’OFJ***

*Possibilité de réponse: J’en prends note.*

1. Uniquement si la personne poursuivie n’a pas consenti à l’extradition simplifiée: **Etant donné que vous n’avez pas consenti à l’extradition simplifiée, un délai de 14 jours vous est accordé pour vous déterminer par écrit sur la demande d’extradition (art. 55 al. 1 EIMP). Vos observations doivent être adressées à l’OFJ, Unité Extraditions, Bundesrain 20, 3003 Berne. Passé ce délai, il sera statué en l’état du dossier.**

*Possibilité de réponse: J’en prends note.*

|  |  |
| --- | --- |
| **Fin de l’audition (heure):** |  |

Par sa signature, la personne poursuivie atteste que le présent procès-verbal lui a été lu et qu’il est conforme à ses affirmations.

**Signature de la personne poursuivie:** *Remarque****:*** *Au cas où la personne poursuivie refuse de signer, il en sera fait mention en indiquant, le cas échéant, les motifs.*

|  |  |
| --- | --- |
| **Signature du greffier:** |  |
| **Signature de la personne ayant procédé à l’audition:** |  |
| **Signature de l‘interprète:** |  |
| **Signature du représentant légal:** |  |